

CHANGEMENT DE LA BASE DES COMPTES NATIONAUX 2007 AU LIEU DE 1998 Synthèse

Les comptes nationaux constituent une des composantes centrales du système national d'information statistique. Leur élaboration se fait par référence à une norme internationale établie par la Division Statistique des Nations Unies, connue par le sigle SCN (Système de Comptabilité Nationale).

Les comptes nationaux sont compilés selon une année de base, qui constitue l'année de référence des agrégats macroéconomiques.

Dans ce contexte et en application des recommandations du SCN, le Maroc, à l'instar des autres pays, procède régulièrement au changement de l'année de base de ses comptes nationaux.

Ce changement d'année de base obéit au double objectif :

- mettre, régulièrement, la comptabilité nationale en conformité avec l'évolution des standards internationaux ;
- appréhender l'évolution que connaissent les structures de la production nationale et la contribution des secteurs d'activités et institutionnels à la création de la valeur ajoutée.

C'est dans ce cadre, qu'après avoir élaboré les comptes de la base 1998 selon les recommandations du SCN 1993, le Maroc a procédé à l'établissement d'une nouvelle année de base de ses comptes nationaux, en l'occurrence 2007, en se référant au SCN 2008.

Les modifications introduites dans l'ancienne base 1998 ont présenté des différences importantes par rapport aux anciens comptes établis dans la base 1998. Elles ont concerné principalement les concepts, les nomenclatures, le mode de valorisation des productions et des valeurs ajoutées et la mesure des variations annuelles en volume. Elles se sont traduites par une structure de comptes nationaux plus développée qui a permis en particulier, une analyse plus fine des revenus et leur répartition entre secteurs et sous secteurs institutionnels.

S'agissant des modifications introduites dans la nouvelle base 2007, celles-ci n'affectent pas, profondément, le cadre central des comptes nationaux en base 1998. Elles concernent les méthodes de comptabilisation édictées par le SCN 2008, en particulier, celles relatives à :

- la capitalisation des dépenses de Recherche et Développement (R&D), des bases de données et des dépenses engagées pour acquérir des équipements à usage exclusivement militaire.
- La ventilation du service d'intermédiation financière indirectement mesuré (SIFIM) entre les différents emplois (Consommation intermédiaire et Demande finale).

Outre le dispositif d'enquêtes annuelles, les données fournies par des nouvelles sources statistiques ont été utilisées pour l'élaboration de la série des comptes nationaux de 2007. Il s'agit, en particulier, des enquêtes structurelles réalisées par le HCP auprès des entreprises, des ménages, du secteur informel et des institutions privées sans but lucratif ou encore l'enquête portant sur l'investissement du secteur des administrations publiques. Une série de comptes et tableaux, allant de 2007 à 2012, est aujourd'hui disponible en base 2007. Ces derniers portent sur :

- Les équilibres ressources emplois par produit (postes de la nomenclature des produits) en valeur et en volume ;
- Les comptes de branches en valeur et en volume (comptes de production et d'exploitation par branches (postes de la nomenclature d'activités)) ;
- La séquence des comptes des secteurs institutionnels ;
- Les tableaux des ressources et emplois (TRE) en valeur et en volume ;
- Les tableaux des comptes économiques intégrés et des opérations financières ;
- La matrice de comptabilité sociale (MCS de l'année 2007).

Une opération de rétroprojection des comptes nationaux en base 2007 a été réalisée pour la période 1980-2012. Elle permet d'éditer des séries longues et homogènes des comptes nationaux et de répondre, ainsi, aux travaux d'analyse et modélisation économique et aux besoins de prises de décisions.

Impact du passage de la base 1998 à celle de 2007 sur les niveaux des agrégats

Le passage des comptes nationaux marocains de la base 1998 à celle de 2007 a entraîné, globalement, une révision à la hausse des niveaux des principaux agrégats.

Au niveau global du produit intérieur brut

Pour l'année 2007, le PIB s'élève à 647,5 milliards de DH selon la base 2007 au lieu de 616,2 milliards en base 1998, en hausse de 31,3 milliards de DH ou de 5,1%.

Dans ce cadre, les nouvelles méthodes d'estimation et l'utilisation de nouvelles sources d'information ont contribué par une augmentation importante du PIB de 16,2 milliards de DH ou de 2,6 %, le nouveau traitement du SIFIM de 12,2 milliards de DH ou de 2 % et l'élargissement du périmètre des actifs produits de 2,9 milliards de DH ou de 0,5%.

Au niveau de la demande

La réévaluation du PIB a été portée par la demande intérieure. En effet, les dépenses de consommation finale des ménages (y compris les ISBLSM) ont été réévaluées de 15,2 milliards de DH ou de 4,2%, les dépenses de consommation finale des Administrations publiques de 1,2 milliards de DH ou de 1% et la formation brute du capital fixe (FBCF) de 15,6 milliards de DH ou de 8,1%.

Dans ces conditions, et en prenant en considération une réévaluation à la hausse de 3,6 milliards de DH de la variation des stocks, la demande intérieure a été réévaluée de 35,6 milliards de DH ou de 5,3%.

S'agissant des échanges extérieurs, leur réévaluation s'est inscrite dans une hausse de 7,9 milliards de DH ou de 2,9% pour les importations et de 3,6 milliards de DH ou de 1,6% pour les exportations. Ces révisions différenciées se sont traduites par une détérioration du solde extérieur des échanges de biens et services de 4,3 milliards de DH par rapport à son niveau de la base 1998.

Au niveau des secteurs d'activité

La réévaluation de la valeur ajoutée globale a été de 5,7% en base 2007. Sa répartition par secteur d'activité fait apparaître une réévaluation à la baisse de celle du secteur primaire (agriculture et pêche) de 6,1% et une réévaluation à la hausse de celle du secteur secondaire (industries extractives et de transformation, eau et électricité et BTP) de 7,2% et de celle du secteur tertiaire (commerce et services) de 7,7%.

Dans ces conditions, la part du secteur primaire dans le PIB a baissé de 1,3 point de pourcentage, pour se situer à 10,9%, alors que celle du secteur non agricole est en augmentation de 1,8 point de pourcentage, se situant à 78,1% (la part du secteur tertiaire est en hausse de 1,3 point de pourcentage).

De même, le taux de valeur ajoutée du secteur primaire a baissé de 72% en base 1998 à 62,5% en base 2007 et dans une moindre mesure celui du secteur secondaire de 33,7% à 32,5%. Le secteur tertiaire, quant à lui, a enregistré une amélioration du taux de valeur ajoutée, passant de 69,2% à 73%.

Impact de la nouvelle base 2007 sur les principaux indicateurs de l'économie nationale

Au niveau des indicateurs de croissance

Le passage à la nouvelle base 2007 a entraîné la réévaluation à la hausse des niveaux de la croissance économique en volume sur toute la période 2008-2012, à l'exception de l'année 2009 pour laquelle le taux de croissance a été revu légèrement à la baisse.

La croissance annuelle moyenne du PIB en volume est réévaluée de 0,2 point de pourcentage durant la période 2007-2012, passant de 4,3% en base 1998 à 4,5% en base 2007.

Les emplois du PIB ont enregistré pour l'ensemble des réévaluations à la hausse. La croissance de la formation brute du capital fixe a été réévaluée de 1% en moyenne annuelle, les dépenses de consommation finale des ménages (non compris les ISBLSM) de 0,3% et celles des administrations publiques de 0,1%.

Au niveau des échanges extérieurs, la croissance des importations a été réévaluée de 1,8% par an en moyenne et celle des exportations de 0,1%, accentuant de ce fait leur contribution négative à la croissance du PIB.

Au niveau des ratios macroéconomiques

Le PIB en valeur a été réévalué de 3,1% sur l'ensemble de la période 2007-2012. Rapporté à la population, le PIB par tête est passé de 20 996 DH en 2007 à 26 071 DH en 2012. Il s'est situé à 23 988 DH par an en moyenne, en augmentation de 704 DH par habitant par rapport à la base 1998.

L'investissement brut a représenté 32,2% du PIB en moyenne annuelle durant cette période, soit une réévaluation à la hausse de 0,9 point de pourcentage par an. Les sociétés non financières et les administrations publiques demeurent les principaux secteurs institutionnels contributeurs à cet effort d'investissement, avec près de 85%. Le taux d'épargne nationale n'a pas connu de changement. Par conséquent, le besoin de financement de l'économie s'est accentué d'une année à l'autre, particulièrement sous l'effet de la détérioration des capacités de financement des sociétés non financières et des administrations publiques (APU).

Les sociétés non financières ont dégagé des soldes déficitaires durant toute la période 2007-2012. Leur besoin de financement, de plus de 66,1 milliards de DH en 2012, ont représenté le double de celui de 2007.

Les APU avaient des excédents de financement entre 2007 et 2010, mais leur situation financière s'est détériorée progressivement pour devenir déficitaire, avec un besoin de financement, se situant à 20,4 milliards de DH en 2011 et à 35,9 milliards de DH en 2012.

Les secteurs des sociétés financières, des ménages et des ISBLSM ont dégagé des capacités de financement durant toute la période 2007-2012. Mais, elles n'étaient pas suffisantes pour répondre aux besoins de financement de l'économie qui se sont élevés à 80,6 milliards de DH en 2012 au lieu de 437 millions de DH en 2007 et 36 milliards de DH en 2008. Le besoin de financement a représenté, ainsi, 9,5% du PIB en 2012 au lieu de 0,1% en 2007.

En guise de conclusion, il convient de souligner l'importance des enquêtes de structures économiques (auprès des entreprises) et sociales (auprès des ménages) pour une comptabilité nationale de plus en plus informative sur les réalités économiques et sociales du pays et conforme aux normes internationales, pour une comparabilité crédible de nos performances avec celles des autres pays.

Sommaire

- Prix 1
- Indicateurs économiques et financiers 2
- Résultats de l'enquête de conjoncture auprès des ménages 1^{er} trims. 2015 3
- Changement de la base des comptes nationaux 2007 au lieu de 1998 4

Repères statistiques

BULLETIN MENSUEL

PRIX

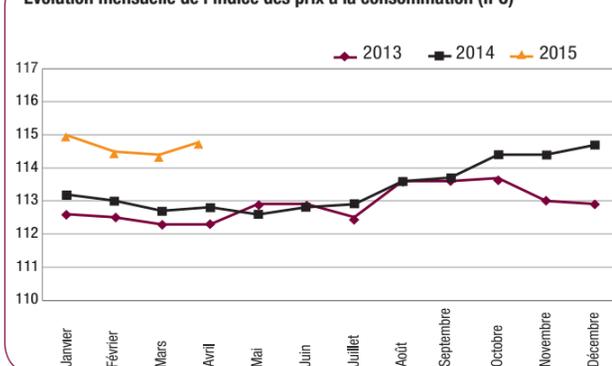
Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois d'avril 2015, une hausse de 0,2% par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat des hausses de l'indice des produits alimentaires de 0,2% et de l'indice des produits non alimentaires de 0,1%.

Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 1,7% au cours du mois d'avril 2015. Le taux d'accroissement de l'indice moyen des quatre premiers mois de 2015, par rapport à celui de la même période de 2014, s'établit à +1,6%.

Evolution mensuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC)



DIVISION DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES DES QUATRE PREMIERS MOIS		
	MARS 2015	AVRIL 2015	VAR. %	2014	2015	VAR. %
Produits alimentaires	121,8	122,1	0,2	119,9	122,4	2,1
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	121,9	122,3	0,3	120,1	122,6	2,1
Boissons alcoolisées et tabac	118,3	118,3	0,0	116,3	118,3	1,7
Produits non alimentaires	109,3	109,4	0,1	108,0	109,2	1,1
Articles d'habillement et chaussures	112,4	112,3	-0,1	111,9	112,6	0,6
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	112,6	112,7	0,1	107,3	112,6	4,9
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	108,5	108,6	0,1	108,0	108,5	0,5
Santé	104,0	104,1	0,1	105,5	104,1	-1,3
Transport	109,6	109,5	-0,1	111,9	108,5	-3,0
Communication	59,5	59,5	0,0	59,5	59,5	0,0
Loisirs et culture	96,2	96,3	0,1	96,5	96,3	-0,2
Enseignement	138,5	138,5	0,0	134,2	138,5	3,2
Restaurants et hôtels	121,5	121,9	0,3	119,1	121,5	2,0
Biens et services divers	114,0	114,0	0,0	113,2	113,9	0,6
Indice général	114,5	114,7	0,2	112,9	114,7	1,6

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Evolution de l'IPC par ville

VILLE	INDICES MENSUELS			INDICES DES QUATRE PREMIERS MOIS		
	MARS 2015	AVRIL 2015	VAR. %	2014	2015	VAR. %
Agadir	112,5	112,4	-0,1	111,8	112,6	0,7
Casablanca	117,1	117,3	0,2	114,9	117,3	2,1
Fès	114,6	114,8	0,2	114,0	114,8	0,7
Kénitra	114,4	114,1	-0,3	112,3	114,3	1,8
Marrakech	114,2	115,1	0,8	113,4	114,5	1,0
Oujda	113,9	113,7	-0,2	112,8	114,0	1,1
Rabat	112,4	112,3	-0,1	110,9	112,5	1,4
Tétouan	113,5	114,0	0,4	111,8	113,7	1,7
Meknès	117,0	116,8	-0,2	114,3	117,0	2,4
Tanger	116,3	116,1	-0,2	114,4	116,2	1,6
Laâyoune	114,3	114,3	0,0	112,3	114,4	1,9
Dakhla	115,1	115,4	0,3	111,7	114,8	2,8
Guelmim	113,4	114,1	0,6	112,4	113,8	1,2
Settat	112,9	113,4	0,4	112,5	113,5	0,9
Safi	110,2	110,5	0,3	108,3	110,5	2,0
Beni-Mellal	112,9	113,8	0,8	111,6	113,3	1,5
Al-Hoceima	114,3	115,7	1,2	113,3	114,8	1,3
Ensemble	114,5	114,7	0,2	112,9	114,7	1,6

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Au cours du mois d'avril de l'année 2015, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les hausses les plus importantes à Al-Hoceima avec 1,2%, à Marrakech et Beni-Mellal avec 0,8%, à Guelmim avec 0,6% et à Tétouan et Settat avec 0,4%. En revanche, des baisses ont été enregistrées à Kénitra avec 0,3%, à Oujda, Meknès et Tanger avec 0,2% et à Agadir et Rabat avec 0,1%.

Pour l'évolution interannuelle, l'IPC a enregistré au cours des quatre premiers mois de 2015 par rapport à la même période de 2014 les hausses les plus élevées à Dakhla avec 2,8%, à Meknès avec 2,4%, à Casablanca avec 2,1%, à Safi avec 2,0%, à Laâyoune avec 1,9% et à Kénitra avec 1,8% ; et les moins élevées à Agadir et Fès avec 0,7% et à Settat avec 0,9%.

Evolution des variations interannuelles de 2013 à 2015

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	AVRIL/AVRIL (1)	LES QUATRE PREMIERS MOIS (2)
2013	2,4	2,3
2014	0,4	0,4
2015	1,7	1,6

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.

(2) Variation de l'indice moyen des quatre premiers mois par rapport à celui de la même période de l'année précédente.

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

Direction de la Statistique



Rue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Haut Agdal - Rabat
Tél. : 05 37 27 29 00 - Fax : 05 37 77 32 17 - E-mail : statguichet@statistic.gov.ma
www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur



INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	CAMPAGNE AGRICOLE		
	2012-2013	2013-2014	VAR.%
Agriculture			
Production des trois principales céréales (en 1000 Qx)			
Blé dur	18 972,3	14 101,8	-25,7
Blé tendre	50 367,5	37 057,1	-26,4
Orge	27 226,2	16 380,9	-39,8

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime.

	Situation de janvier à mars		
	2014	2015*	VAR.%
Energie			
Production nette d'électricité (GWh)	6 423	6 957	8,3
Pétrole mis en œuvre (milliers de tonnes)	1 849	1 016	-45,1
Bâtiment			
Consommation de ciment (milliers de tonnes)	3 502	3 523	0,6

Sources : ONEE, SAMIR et Association Professionnelle des Cimentiers du Maroc.

Echanges extérieurs

	Situation de janvier à mars		
	2014*	2015*	VAR.%
Commerce Extérieur (FAB)			
Exportations			
Biens	41 301	44 689	8,2
Services	29 760	29 584	-0,6
dont : voyages	12 246	11 632	-5,0
Importations			
Biens	88 811	76 834	-13,5
Services	17 090	16 664	-2,5
Solde commercial			
Taux de couverture (en %)	67,1	79,4	
Recettes M.R.E.			
	13 440	14 451	7,5

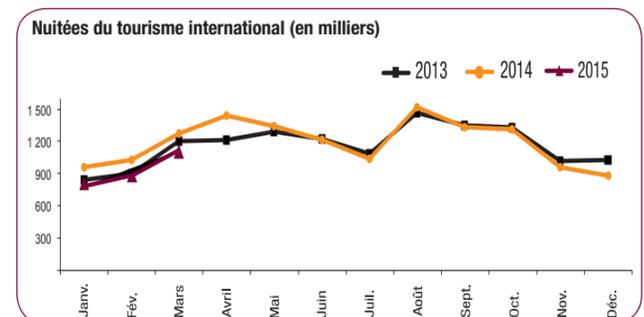
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation de janvier à mars		
	2014	2015	VAR.%
Nuitées globales dans les hôtels classés (en milliers)			
	4 347	3 971	-8,7
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	3 274	2 849	-13,0

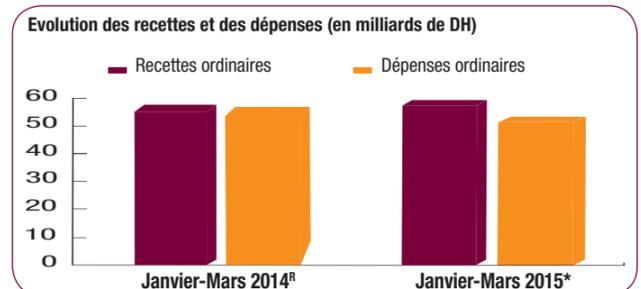
Source : Ministère du Tourisme.



Finances publiques

(En millions de dirhams)	Situation de Janvier à mars		
	2014 ^R	2015*	VAR.%
Recettes ordinaires	58 474	59 909	2,5
Dépenses ordinaires	56 295	52 144	-7,4
Dettes publiques	5 971	6 105	2,2
Investissement	16 181	16 895	4,4
Solde des Comptes Spéciaux du Trésor	-4 441	667	
Déficit / Excédent global	-18 443	-8 464	

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

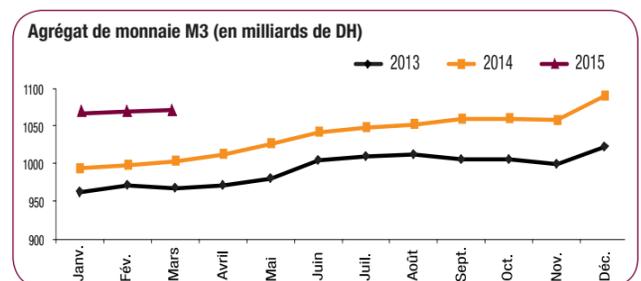


Monnaie

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à mars		
	2014 ^R	2015*	VAR.%
Agrégat de monnaie M3	1 001 817	1 074 169	7,2
Agrégats de placements liquides	420 779	490 362	16,5
Contreparties de la monnaie M3 (1)	1 001 817	1 074 169	7,2
Créances sur l'économie	846 608	879 103	3,8
Créances nettes sur l'administration centrale	148 149	152 368	2,8
Réserves Internationales Nettes	150 229	182 026	21,2
Ressources à caractère non monétaire	156 996	166 487	6,0
Autres contreparties de M3	13 827	27 159	96,4

(1) : Total des contreparties = Réserves Internationales Nettes + Créances nettes sur l'AC + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire + Autres contreparties de M3

Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	Situation au mois de mars		
	2014 ^R	2015*	VAR.%
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	2 907	4 827	66,1
Capitalisation boursière (en millions de DH)	469 184	517 947	10,4
Indice MASI	9 519,21	10 269,75	7,9
Indice MADEX	7 758,36	8 428,42	8,6
O.P.C.V.M.			
Nombre Actifs nets (en millions de DH)	397	397	0,0
	299 687	300 923	0,4

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

* : Données provisoires

R : Données rectifiées

RESULTATS DE L'ENQUETE DE CONJONCTURE AUPRES DES MENAGES Premier trimestre 2015

Les résultats de l'enquête permanente de conjoncture auprès des ménages, menée par le HCP, montrent que l'Indice de Confiance des Ménages (ICM) aura enregistré, au cours du premier trimestre de 2015, une hausse de 2,1 points par rapport au quatrième trimestre de 2014 et une légère baisse de 0,4 point par rapport au même trimestre de l'année 2014.

C'est ainsi au premier qu'au premier trimestre de 2015, l'ISM s'est établi à 73,7 points, contre 71,6 points un trimestre auparavant et 74,1 points le même trimestre de l'année passée.

1. Evolution des composantes de l'ICM

• **Niveau de vie : une double amélioration du ressenti par rapport au passé et l'avenir**

Les ménages améliorent au premier trimestre de 2015 leur perception de l'évolution du niveau de vie aussi bien par rapport au trimestre précédent qu'au même trimestre de l'année précédente.

Le solde relatif à l'évolution passée du niveau de vie continue sa tendance haussière depuis le premier trimestre de 2013 en enregistrant un gain de 2,4 points un trimestre auparavant et de 4 points il y a un an.

De même, les perceptions par les ménages de l'évolution future de niveau de vie ont connu une amélioration de 3,8 points par rapport au trimestre précédent et de 2,5 points par rapport au même trimestre de l'année précédente.

• Chômage : des attentes plus optimistes

Au premier trimestre de 2015, 74,3% des ménages s'attendent à une hausse du nombre de chômeurs pour les 12 mois à venir contre 9,1% qui pensent le contraire. Avec un niveau négatif de -65,2 points, le solde de cet indicateur enregistre une amélioration de 2,8 points par rapport au trimestre précédent et de 3,9 points par rapport au même trimestre de l'année précédente.

• Une conjoncture perçue comme peu propice à l'achat des biens durables

Près de 58,3% des ménages marocains considèrent, au premier trimestre de 2015, que le moment n'est pas opportun pour faire des achats de biens durables alors que 21,3% pensent le contraire. Le solde relatif à cet indicateur s'est établi à -37 points en amélioration de 1,1 point par rapport au trimestre précédent et en dégradation de 5,7 points par rapport au même trimestre de l'année précédente.

• Situation financière des ménages : perceptions en amélioration pour ses évolutions passée et future

Près de 56% des ménages considèrent que leurs revenus couvrent leurs dépenses, alors que 38,2% d'entre eux déclarent s'endetter ou puiser pour cela dans leur épargne et 5,8% affirment pouvoir épargner une partie de leur

revenu. Le solde de l'indicateur relatif à la situation financière actuelle des ménages s'est établi, ainsi, à un niveau négatif de -32,4 points, en détérioration aussi bien par rapport au trimestre précédent (-1,8 point) qu'au même trimestre de 2014 (-1,1 point).

Les perceptions des ménages sur l'évolution passée de leur situation financière personnelle ont connu une amélioration de 2,2 points par rapport au trimestre précédent et une dégradation de 5,7 points par rapport à un an auparavant.

De même, les opinions des ménages sur l'évolution future de leur situation financière personnelle ont connu la même tendance avec une amélioration de 4 points par rapport au trimestre précédent et une dégradation de 1,1 point par rapport au même trimestre de l'année 2014.

2. Evolution d'autres indicateurs trimestriels de la perception de la conjoncture par les ménages

En plus des sept indicateurs composant l'ICM, l'enquête fournit des données trimestrielles sur la perception des ménages relatives à d'autres aspects de leurs conditions de vie. Il s'agit en particulier de la capacité d'épargne et de l'évolution des prix des produits alimentaires.

• Pessimisme des ménages quant à leur capacité future d'épargne

Les ménages sont toujours pessimistes quant à leur capacité à épargner dans les mois à venir. Au premier trimestre de 2015, 84,9% des ménages estiment ne pas pouvoir épargner au cours des 12 prochains mois contre 15,1% qui affirment le contraire. Le solde de cet indicateur se situe, ainsi, à un niveau négatif de -69,8 points, enregistrant une amélioration de 1,3 point par rapport au trimestre précédent et une détérioration de 3,2 points par rapport à la même période de 2014.

• Une évolution des prix des produits alimentaires perçue en stagnation

Au premier trimestre de 2015, 87,8% des ménages estiment que les prix des produits alimentaires ont augmenté durant les 12 derniers mois, 11,6% jugent qu'ils ont stagné et 0,6% croient qu'ils ont baissé. Avec un niveau de -87,2 points, le solde de cet indicateur s'est détérioré de 2,7 points par rapport au trimestre précédent et s'est amélioré de 2,2 points par rapport au même trimestre de 2014.

S'agissant des perspectives d'évolution des prix des produits alimentaires, 78,7% des ménages pensent qu'ils continueront à augmenter dans le futur contre 19,8% qui prévoient leur stagnation et 1,5% leur baisse. Avec -77,2 points, le solde relatif aux perspectives d'évolution des prix n'a pas connu de changement significatif aussi bien par rapport au trimestre précédent et qu'au même trimestre de l'année passée.

Evolution de l'Indice de Confiance des Ménages (ICM) et de ses composantes

Indicateur	2010				2011				2012				2013				2014				2015
	Trim1	Trim2	Trim3	Trim4																	
Indicateur de confiance des Ménages	80,1	78,8	78,6	74,7	78,4	85,8	86,5	84,5	82,9	80,7	77,6	78,4	75,8	74,3	75,4	74,2	74,1	74,0	73,1	71,6	73,7
Perspectives d'évolution du nombre de chômeurs	-59,2	-61,0	-56,1	-52,3	-52,4	-46,0	-41,0	-41,6	-44,1	-48,6	-56,7	-58,1	-61,7	-67,8	-69,8	-68,2	-69,1	-66,5	-68,8	-68,0	-65,2
Evolution passée du niveau de vie en général	-25,7	-28,6	-27,9	-37,2	-26,1	-17,0	-13,4	-20,2	-26,2	-21,8	-27,9	-28,1	-29,2	-23,1	-21,2	-19,9	-18,1	-17,7	-17,4	-16,5	-14,1
Perspectives d'évolution du niveau de vie en général	0,4	2,7	0,2	-11,4	-1,9	18,1	11,9	13,1	11,2	9,0	-3,2	-1,2	-5,1	-4,2	-3,1	-7,9	-11,4	-13,1	-13,1	-12,7	-8,8
Opportunité d'achat	-34,8	-37,5	-36,0	-44,3	-39,9	-39,0	-36,4	-38,5	-32,5	-37,4	-29,5	-29,3	-28,3	-31,7	-29,5	-31,8	-31,3	-28,9	-33,1	-38,1	-37
Situation financière actuelle des ménages	-27,5	-27,6	-30,0	-28,1	-30,6	-27,1	-24,3	-25,7	-25,4	-31,0	-30,8	-29,4	-29,8	-30,2	-29,5	-29,5	-31,3	-29,7	-28,3	-30,6	-32,4
Evolution passée de la situation financière des ménages	-10,0	-7,9	-7,5	-12,8	-10,5	-8,9	-6,4	-9,8	-14,1	-16,6	-16,7	-15,7	-19,6	-23,8	-21,9	-21,9	-21,3	-23,3	-25,8	-29,2	-27,0
Evolution future de la situation financière des ménages	17,8	11,8	7,8	9,4	10,2	20,4	15,1	14,0	11,2	11,1	7,7	10,6	4,5	0,7	2,8	-1,7	1,2	-2,7	-1,5	-3,9	0,1
Autres soldes																					
Evolution future des prix des produits alimentaires	-46,5	-56,8	-62,2	-70,2	-73,4	-58,8	-72,6	-73,0	-69,8	-71,5	-73,6	-70,0	-76,1	-73,4	-76,0	-76,0	-77,6	-78,0	-76,9	-77,2	-77,2
Evolution passée des prix des produits alimentaires	-79,5	-87,8	-89,7	-90,9	-95,5	-87,2	-89,9	-92,5	-91,6	-91,1	-91,7	-90,6	-91,6	-88,9	-90,5	-90,8	-89,4	-84,1	-81,8	-84,5	-87,2
Capacité à épargner des ménages dans les mois à venir	-56,6	-61,1	-67,6	-66,6	-61,7	-63,3	-64,9	-64,7	-62,5	-63,5	-65,3	-64,5	-67,0	-70,3	-69,1	-66,7	-66,6	-70,2	-74	-71,1	-69,8

Source : Haut-Commissariat au Plan, Direction de la Statistique, (Enquête de conjoncture auprès des ménages).